

Et maintenant, nous prenons l'offensive

1. ASSEZ RECULE.

L'enlèvement du Parti dans la collaboration de classe et l'union nationale s'accroît. A la Chambre, tout le monde est d'accord, de l'extrême gauche à l'extrême droite, pour voter la charge écrasante des 100 millions de crédits militaires par jour.

Qu'importe si l'économie du pays en crève. La dette publique dépasse 500 milliards. G. Bonnet rembourse 6 milliards aux banquiers de Londres en empruntant aux banquiers suisses et hollandais.

Mais tout son bluff insolent ne suffit plus à maîtriser les difficultés.

Quant aux fonctionnaires, ils attendront des jours meilleurs. Tout se passe sans un murmure. Tout le monde se fait.

Le social-réformisme paralysant est passé par là.

Car enfin tout cela : le MILITARISME triomphant, la situation financière catastrophique, l'accroissement du chômage, les signes annonciateurs de la prochaine tempête économique qui va déferler sur le vieux monde, tout cela était prévu, et, pour des socialistes, se lit dans une analyse élémentaire de la situation.

De même que l'armement des ligues fascistes.

De même que l'échec fatal de la théorie du pouvoir d'achat.

De même que l'offensive patronale contre les libertés ouvrières...

Jusqu'à présent, certaines erreurs de perspectives (qui risquent d'être chèrement payées!) ont pu s'expliquer par une sorte de « DEFORMATION PARLEMENTAIRE » : trop de camarades, même éminents, s'imaginent en effet que toute la lutte de classes se résume dans certaines combinaisons de couloirs ou dans l'habileté des dosages et des compromis politiques.

Mais aujourd'hui, la limite extrême des indulgences est atteinte.

Nous ne sommes pas dupes.

Nous refusons de sombrer avec un vieil appareil social-démocrate incontestablement dépassé par les événements.

Nous refusons de nous associer par notre silence à l'anesthésie générale qui doit préparer le prolétariat aux pires massacres et aux plus cruelles défaites.

Dans l'effondrement inévitable des illusions démocratiques-bourgeoises, nous puisons la certitude de notre victoire. Ce n'est pas le socialisme marxiste qui est atteint. C'est un certain néo-socialisme inavoué, mais très concret.

Le socialisme marxiste, lui, s'appuie sur les masses, les renseigne, les éclaire, les dirige, les entraîne à l'assaut, leur définit des objectifs en progression croissante en leur rappelant constamment la nécessité de la conquête du pouvoir.

Le néo-socialisme réel de la majorité du parti, au contraire, passe à côté de toutes les occasions, observe une « loyauté » candide à l'égard des intérêts de la classe dominante. Il semble se féliciter que les bénéfices des trusts augmentent au moment où la misère du peuple s'accroît.

Il fait l'impossible pour éviter toute complication à l'économie capitaliste... Troubles coloniaux? Halte-là! le gouvernement peut compter sur l'appui socialiste pour exercer sa politique de prestige.

Le Parti qui devrait se dresser contre TOUTES LES INIQUITES SE TAIT lorsqu'on enlève El Fassi pour le déporter au Gabon, comme le ferait un régime fasciste.

Il se tait lorsqu'on emprisonne Messali, maintenu au droit commun, alors que le dossier de l'accusation est vide.

Il n'ose pas se dresser SYSTEMATIQUEMENT en face de la répression contre-révolutionnaire en Espagne.

Il n'ose pas demander, par des affiches et des centaines de meetings, LA HAUTE COUR POUR LES CHEFS DU COMLOT, ceux du 6 février qui sont en même temps « maîtres » de la France : DE WENDEL, MOREAU, FINALY, MERCIER, GUIMIER, WEYGAND, TARDIEU, LAVAL, ROTHSCHILD, Th. LAURENT...

Non! l'atmosphère est à l'apaisement...

La « PAIX SOCIALE », l'« ORDRE », la « SECURITE NATIONALE » sont à l'ordre du jour...

Sans doute, de temps à autre, on vote, dans les congrès, des motions... MAIS ON NE LES APPLIQUE PAS... Ainsi, derrière la façade d'un Front populaire de plus en plus utilisé par la bourgeoisie pour ligoter l'action de classe du prolétariat, se préparent les conditions psychologiques, économiques et politiques, qui pourront donner au fascisme, en dépit de ses déchirements passagers, la base de masse qui lui manque.

2. SUR L'UNITE.

Et c'est en reculant vers ce précipice que le Parti répond à la situation créée par l'opportunisme stalinien.

On comprend alors que le danger s'aggrave du fait que le Parti communiste, en dépit de ses palinodies, n'ait plus qu'à ramasser sur le terrain abandonné les armes d'agitation que lui laisse la majorité du Parti.

Le document Dimitroff n'est pas complètement injuste et faux. Les responsabilités du « SOCIAL-DEMOCRATISME » sont très lourdes. Nous, nous sommes d'accord avec Dimitroff pour vouloir liquider le « SOCIAL-DEMOCRATISME » en tant qu'idéologie faisant obstacle au processus révolutionnaire. Mais nous contestons à l'internationale communiste de 1937 toute autorité pour nous faire la leçon et toute efficacité dans cette tâche nécessaire au moment où elle renfloue la démocratie bourgeoise espagnole et recherche l'alliance du Vatican et de l'Etat-major français. En outre, pour COMBATTRE les idéologies rétrogrades, reflets des influences bourgeoises sur le mouvement ouvrier, nous voulons UN PARTI UNIFIE LIBRE, DEMOCRATIQUE ET RESPECTUEUX DU DROIT DES MINORITES; nous voulons LIQUIDER les erreurs d'orientation par des méthodes de liberté, par des

METHODES SOCIALISTES et non par des méthodes d'autorité ou de coercition, ou même de dictature personnelle trop analogues aux METHODES FASCISTES.

C'est pourquoi, en plus de notre déclaration du 24 novembre à la C.A.P. (qu'on s'est bien gardé de citer dans la presse communiste), nous avons fait, le 9 décembre, des propositions très précises pour rétablir, devant les militants des deux Partis, les faits et les positions réelles en ce qui concerne LA MARCHÉ A L'UNITE.

Nous aurions voulu que dans de grandes conférences communes, dans les grandes villes de France, les militants des deux Partis soient amenés à connaître les divergences, les obstacles et aussi les convergences, les raisons profondes qui portent à l'unité loyale.

En outre, nous avons proposé un renforcement de l'unité d'action POUR DESERRER L'ETREINTE ETOUFFANTE DU PATRONAT ET CONDUIRE ENSEMBLE L'ATTAQUE CONTRE LES TRUSTS PAR LES METHODES DE JUIN 1936.

La majorité de la C.A.P. ne nous a pas suivi. Et nous avons alors refusé notre vote à des discussions rétrospectives sur la scission de Tours, discussions qui ne réussissent pas à détourner l'attention du prolétariat des problèmes de classe qu'il doit COUTE QUE COUTE résoudre AUJOURD'HUI MEME.

Aussi, pour réagir efficacement contre l'opportunisme stalinien et contre le ministérielisme majoritaire, nous pensons que le moment est venu d'engager l'offensive.

3. LA FEDERATION DE LA SEINE.

NOUS CHOISSONS, COMME POINT D'ATTAQUE, LA FEDERATION DE LA SEINE.

Nous faisons appel à tous les militants honnêtes bien décidés à ne pas subir le sort des social-démocrates allemands.

Nous demandons à ceux de nos camarades de province que leurs efforts antérieurs obstinés ont placés dans la même situation favorable DE PRENDRE LA MEME RESOLUTION QUE NOUS (1).

NOUS RECLAMONS « LE POUVOIR »... NOUS RECLAMONS LA DIRECTION POLITIQUE DE LA FEDERATION DE LA SEINE.

Un Congrès extraordinaire aura lieu dans la deuxième quinzaine de janvier pour répondre à notre appel.

QUE VOULONS-NOUS FAIRE? Dans une situation particulièrement grave, nous voulons avoir la possibilité d'influer directement sur le redressement révolutionnaire que souhaitent des masses énormes de victimes du régime.

Nous ne dissimulons ni nos intentions, ni notre drapeau.

Tout est parfaitement clair pour tout le monde : LA CONQUETE DE LA MAJORITE DE LA FEDERATION DE LA SEINE

(1) Nous souhaitons, dans l'intérêt du Parti, qu'il y ait de nombreux congrès fédéraux pour mandater exactement les délégués au Conseil national de février.

AURA DES REPERCUSSIONS POLITIQUES CONSIDERABLES.

Mais nous ne permettrons pas qu'on jette la confusion dans les esprits : IL NE S'AGIT PAS DE FAIRE UNE POLITIQUE A PART, EN DEHORS DU PARTI, ENCORE MOINS CONTRE LE PARTI, UNE POLITIQUE D'INDISCIPLINE QUI FOURNIRAIT L'OCCASION D'UNE REPRESSION BUREAUCRATIQUE TOUJOURS PRETE A FONCTIONNER.

Non! nous sommes pour la plupart de vieux militants du Parti. Nous connaissons ses règles. NOUS VOULONS LE GRANDIR ET NON L'AFFAIBLIR.

C'est pourquoi nous proclamons notre volonté d'appliquer, MAIS D'APPLIQUER REELLEMENT, LA POLITIQUE DECIDEE PAR LES CONGRES DU PARTI.

AINSI : NOUS VOULONS ETRE AUX COTES DES FONCTIONNAIRES QUI REVENDIQUERONT LA REVALORISATION DE LEURS TRAITEMENTS; DES MENAGERES, QUI PROTESTERONT CONTRE LA HAUSSE VERTICALE DU COUT DE LA VIE; DES USAGERS DES CHEMINS DE FER, DU METRO OU DE LA S.T.C. R.P., QUI SE SOULEVERONT CONTRE LES NOUVELLES AUGMENTATIONS DES TARIFS.

Parce que notre dernier Conseil national CONDAMNE TOUT RETOUR A LA POLITIQUE DE DEFLATION et que nous ne voulons pas laisser dire, nous, que ses décisions sont purement démagogiques et sans lendemain.

Nous voulons être aux côtés des ouvriers décidés à apporter, par l'action directe, l'aide EFFECTIVE à nos frères espagnols... parce que l'ouverture de la frontière des Pyrénées est un des objectifs fixés par la motion de Marseille.

Nous voulons être prêts à TOUTES LES FORMES DE LUTTE au cas où notre diplomatie consentirait à cette trahison : la reconnaissance du droit de belligérance à Franco! Le peuple parisien qui s'est soulevé en 1909 lors de l'assassinat de Ferrer devrait laisser éclater sa colère si l'on serrait à ce point l'étouffement toute l'Espagne antifasciste.

Nous voulons développer une politique d'autodéfense active à l'égard des provocations doriotistes ou fascistes qui se multiplient et travailler à mettre nos militants, nos locaux, nos imprimeries à l'abri des tentatives des cagoullards de tous calibres.

Nous voulons procéder méthodiquement à la conquête de larges bases socialistes et internationalistes dans le prolétariat parisien en faisant des AMICALES SOCIALISTES non pas des instruments d'approbation systématique du gouvernement ou des obstacles à l'indépendance du syndicalisme, MAIS DES PEPINIERS DE RECRUTEMENT POUR LE PARTI PAR LE CHEMIN D'UNE CONNAISSANCE APPROFONDIE DU MARXISME REVOLUTIONNAIRE.

Nous voulons établir la liaison de notre Fédération avec les groupes de travailleurs immigrés, de travailleurs coloniaux, d'étudiants, d'amicales d'originaires, etc.

Enfin, en face d'une démocratie bourgeoise qui se dégrade au point d'adopter des méthodes coercitives et répressives à l'égard des idées et des écrits des « non-conformistes », en face d'un stalinisme

Réflexions sur l'expérience de Front Populaire

« Les profits des gros »

Je lis souvent dans le *Populaire*, dans le *Bulletin socialiste* et dans les organes fédéraux une rubrique ainsi intitulée. On y relève la progression constante des dividendes distribués ou des bénéfices réalisés par les sociétés anonymes depuis l'avènement du Front populaire. En regard, les chiffres de 35-36 font figure de petits garçons.

Je le crois, je le crois très volontiers. Une revue technique affirmait l'autre jour que l'accroissement était de l'ordre de 25 % en moyenne.

Fort bien. Mais pourquoi cette publication dans les organes ouvriers? Et surtout pourquoi tels commentaires qui l'accompagnent, en substance : « Vous voyez bien que les gros sont mal venus de se plaindre!... » Oui, pourquoi? S'agit-il de montrer aux militants socialistes que le veau d'or est toujours debout, que les 200 familles ne couchent pas sous les ponts, malgré les anathèmes électoraux? Précaution inutile, en vérité! Cela nous le savons, nous ne le savons que trop.

S'agit-il de nous rassurer sur la santé péculaire des trusts, des banquiers et des capitalistes de toutes espèces? Souci superflu, leur état ne nous ayant jamais inspiré la moindre inquiétude, pour employer une formule consacrée. Propose-t-on ces résultats à notre admiration? Veut-on que nous nous félicitions des tantièmes replets et des gros dividendes, sous prétexte qu'ils prouvent une reprise économique (ce qui demeure à démontrer sauf à admettre que l'intensification de la production du matériel de guerre constitue une « reprise »)? S'il en est ainsi, c'est une plaisan-

qui calomnie odieusement avant de détruire physiquement ceux qu'il considère comme des obstacles à un asservissement intellectuel insupportable, nous voulons développer au sein de nos organisations et dans nos rapports avec nos frères de classe, une aspiration générale vers les méthodes de liberté : TOUTE MINORITE ANTIFASCISTE QUELLE QU'ELLE SOIT SERA ASSUREE DE NOTRE PROTECTION. TOUTE TENTATIVE D'HEGEMONIE OU DE DICTATURE DE SECTE NOUS TROUVERA EN TRAVERS DE SON CHEMIN. TOUT TRAVAILLEUR, A PLUS FORTE RAISON TOUT SOCIALISTE, PEUT ETRE ASSURE DE RENCONTRER EN NOUS :

1° L'INTRANSIGEANCE DOCTRINALE DANS LA DISCUSSION;
2° LA FRATERNITE ET L'AMITIE DANS L'ACTION COMMUNE CONTRE L'ENNEMI DE CLASSE.
MAINTENANT, CAMARADES DES SECTIONS DE LA SEINE, GRACE A VOTRE EFFORT OBSTINE, VOUS AVEZ UN MOYEN DE MODIFIER LA PHYSIONOMIE POLITIQUE ACTUELLE :
QUE CEUX QUI VEULENT QUE CELA CHANGE SE PREPARENT A EXERCER LEUR SOUVERAINETE ET A DICTER LEURS VOLONTES.
DITES CLAIREMENT CE QUE VOUS VOULEZ!

Marceau PIVERT.

terie grossière qui bafoue à plaisir l'esprit du Socialisme.

J'y suis : si on publie « les profits des gros », c'est pour alimenter de faits notre doctrine de lutte de classes, c'est pour secouer l'indignation prolétarienne, c'est pour engager les travailleurs à revendiquer? Oui? Mais alors comment concilier cela avec les beaux discours de nos ministres sur l'éminente dignité de la fonction patronale, sur la nécessité de la pause? avec les apologies de la collaboration des classes? avec la décision gouvernementale et le vote de nos députés sur la question des fonctionnaires? avec la justification de la marge de profit capitaliste? avec l'affirmation que le régime a encore une longue course à fournir? avec la soumission de toute la politique du cabinet Chautemps à la volonté des banques? Ainsi la rubrique « Profits des gros » serait une perfide critique de Blum, de Paul Faure, de Dormoy, d'Auriol et de leurs collègues? Mais alors, les gardes-chasse assermentés du Parti, à quoi rêvent-ils? Hypothèse à rejeter, n'est-il pas vrai?

Mais non : cette publication a pour but, tout bonnement, de nous faire penser que le Front populaire n'a pas pu réaliser son programme de lutte contre les oligarchies et contre la spéculation. Je me plains du moins à l'interpréter ainsi.

Et alors, je convie à relire Léon Blum, dans son discours du Congrès d'Huyghens : « S'il se trouvait que nous échouions, s'il se trouvait que des circonstances insurmontables nous obligent à constater qu'il est impossible d'amender, du dedans, la société actuelle... eh bien! je vous le déclare, je serais, moi, alors, le premier à venir vous le dire. »

Léon Blum ne pourra pas être le premier à nous offrir cette vérité élémentaire, mais les « profits des gros » lui offriraient peut-être une occasion d'expliquer comment cet accroissement des dividendes capitalistes « accélère le rythme de l'évolution économique qui prépare la transformation révolutionnaire » (*Populaire* du 2 janvier 1935), seule justification possible de l'exercice du pouvoir.

Nuance

En juin 36, c'est un fait, nous avons possédé le pouvoir. En décembre 37, on commence à comprendre que c'est le pouvoir qui nous a possédés. Et quand je dis « nous »...

Pureté

Demander le retrait des ministres socialistes, c'est, paraît-il, manquer de logique et de sérieux. Mais c'est surtout, affirme un organe de tendance résolument ministérieliste, se prétendre pur entre les purs.

Que non! C'est une forme de polémique assez sordide que de prêter des mobiles bas ou risibles à tel ou tel camarade qui défend une opinion qu'il a la faiblesse de croire juste.

La « Gauche Révolutionnaire » se borne à constater des faits et à rappeler les principes mêmes du socialisme.

Nous ne nous proclamons pas plus « purs » que les autres, mais amèrement nous avons meilleure mémoire. C'est tout.

Lucien HERARD.